



ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

TIPP

Question écrite n° 5176

Texte de la question

M. Dominique Bussereau attire l'attention de M. le ministre du budget sur l'augmentation recente de 28 centimes au litre de la taxe interieure sur les produits petroliers. Cette mesure dont l'application a ete reportee au 20 aout va engendrer des hausses considerables des postes carburant des entreprises de transport sans compensation. Considerant les difficultes economiques du secteur concerne, cette mesure est de nature a mettre en jeu de nombreux emplois et investissements en pleine periode d'effort pour redresser la situation economique de notre pays. Il lui demande quelles mesures specifiques d'accompagnement seront prises pour attenuer les incidences de cette mesure sur les couts des entreprises de transport.

Texte de la réponse

Le Gouvernement est conscient de l'alourdissement des charges qui va resulter pour les entreprises de transports routiers de l'augmentation de la taxe interieure de consommation sur les produits petroliers (TIPP), prevue par la loi de finances rectificative pour 1993. Cependant, les taux appliques en France doivent tenir compte de ceux pratiques par nos voisins europeens, afin d'eviter les distorsions de concurrence. Or l'examen des taux d'accise sur le gazole dans les differents Etats membres de la Communaute europeenne montre que la France se situe sensiblement au niveau de la moyenne communautaire. On observe, par ailleurs, que l'ecart de taxation existant en faveur du gazole par rapport aux essences est un des plus eleves d'Europe. En outre, l'augmentation en cause conduit a des prix toutes taxes comprises (TTC) superieurs de seulement dix centimes par litre a ceux de 1989 en francs constants, progression sans commune mesure avec l'augmentation des couts d'infrastructure et d'environnement du transport routier de marchandises. En effet, depuis 1990, la TIPP a ete relevee dans une moindre proportion que la hausse des prix (75 p. 100 en 1990 et 1993, 50 p. 100 en 1991 et 1992). Toutefois, l'ampleur du deficit budgetaire contraint aujourd'hui le Gouvernement a demander un effort particulier qui en toute equite doit etre supporte par tous. L'octroi d'un regime particulier aux transporteurs routiers ne manquerait pas de susciter des demandes analogues de la part des categories socioprofessionnelles pour lesquelles les frais de carburant representent une charge importante. Dans ces conditions, cette detaxe entrainerait des pertes fiscales incompatibles avec la conjoncture que nous connaissons. Neanmoins, pour tenir compte des delais necessaires aux transporteurs routiers pour repercuter integralement la presente hausse, le Gouvernement a decide de reporter la date d'application de la hausse de la TIPP sur le gazole au 21 aout 1993.

Données clés

Auteur : [M. Bussereau Dominique](#)

Circonscription : - UDF

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 5176

Rubrique : Impots et taxes

Ministère interrogé : budget, porte-parole du gouvernement

Ministère attributaire : budget, porte-parole du gouvernement

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 23 août 1993, page 2603

Réponse publiée le : 25 octobre 1993, page 3678